

Mobilisation du 7 juin 2022 : C'EST AUSSI POUR LES USAGERS !

Demain, quel service public de santé et d'action sociale pour vous ?

Comme nous, vous êtes attachés à un service public de santé et d'action sociale de qualité et de proximité. Les salarié.e.s du public comme du privé sont d'année en année de plus en plus en difficulté pour vous accueillir

les politiques publiques menées depuis plusieurs décennies avec comme objectif principal la réduction des coûts ont mis sous pression le service public. Ainsi la fonction publique et le secteur privé non lucratif subissent un étranglement budgétaire qui impacte l'accès aux soins et aux prises en charge.

Tout est fait par contre pour favoriser le développement du secteur lucratif qui n'est pas compatible avec l'intérêt général, comme l'a démontré l'enquête sur le « système » ORPEA, révélé dans le livre "Les Fossoyeurs".

Les « déserts médicaux » se développent et touchent de plus en plus de spécialités. Les zones à risques pour

la prise en charge des urgences et de la maternité se multiplient. Une partie de la population, la plus fragile, est laissée à l'abandon.

Il devient de plus en plus difficile d'accéder aux soins tant les hôpitaux ont vu leurs nombres de lits réduits et que le réseau de ville ne s'est pas développé. Les foyers de l'enfance ne sont plus en capacité d'assurer leurs missions auprès des enfants et familles en grande difficulté sociale. Les personnes souffrant d'un handicap et les personnes âgées subissent une véritable maltraitance institutionnalisée.

L'accès à la santé est un droit. La santé est une notion globale définie par l'Organisation Mondiale de la Santé comme un « état de bien-être physique, mental et social ». Le système sanitaire, médico-social et social doit être à même de répondre à l'ensemble des besoins de santé des populations. C'est à l'Etat de garantir l'accès à ce droit.

Nous exigeons immédiatement :

🔊 **la suppression de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux qui représente 4 milliards d'€, soit l'équivalent de 100 000 emplois**

🔊 **l'arrêt des fermetures de lits, de places et de structures.**

🔊 **L'arrêt des plans d'économies dits « plans de retour à l'équilibre » et des suppressions de postes qu'ils induisent.**

Nous proposons :

➤ **Un véritable plan de remise à niveau et de développement du service public de santé et d'action sociale.**

➤ **Des centres de santé pluridisciplinaires rattachés aux hôpitaux de proximité avec un tiers payant intégral et aucun dépassement d'honoraires, assurant les soins de proximité, la coordination avec l'ensemble des acteurs de santé, le développement de plans de prévention et d'éducation adaptés à la population prise en charge et articulant le sanitaire avec le social et le médico-social.**

➤ **Des hôpitaux de proximité avec a minima un service d'urgences ouvert 24h/24, une maternité de niveau 1, une activité chirurgicale (principalement ambulatoire), un service de médecine et une structure de prise en charge des patients psychiatriques**

➤ **La mise en place d'un grand plan d'investissement sur l'emploi et la formation qualifiante. Pour les seuls EHPAD et l'Aide à Domicile, les besoins sont chiffrés entre 200 000 et 300 000 emplois, 100 000 pour les hôpitaux.**

➤ **Une sécurité sociale financée par les cotisations sur les salaires (salaire socialisé) et sur les revenus non salariaux (revenus financiers) à un même taux, placée sous la responsabilité des représentant.e.s des assurés sociaux et élu.e.s par eux, remboursant tous les soins de la naissance à la mort à 100% et prenant en charge la dépendance.**

➤ **La revalorisation significative des salaires pour une réelle reconnaissance des métiers et des missions, ainsi que la reconnaissance de la pénibilité des métiers par un départ à la retraite anticipé.**

Pour les salarié.e.s, la coupe est pleine ! Les « héros » sortent « rincés » de 2 ans de crise sanitaire. Certain.e.s quittent le navire pour se soigner ou se protéger de l'épuisement professionnel allant parfois jusqu'au suicide. Défendre un grand service public de santé et d'action sociale, c'est donner à chacun.e la possibilité d'accéder au droit à la santé.

Les professionnel.le.s de la Santé et de l'Action Sociale seront en grève le 7 juin

Patients, Familles, Usagers, Hospitaliers, rejoignez-nous !

Exigeons ensemble le service public et la sécurité sociale dont nous avons besoin !